

# Quarante ans après la révolution islamique, l'Iran dans l'impasse

Mohammad-Reza Djalili \* et Thierry Kellner \*\*

**Mohammad-Reza Djalili**

est professeur émérite de l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement de Genève.

**\* Thierry Kellner**

est chargé de cours à l'Université Libre de Bruxelles<sup>1</sup>.

*Quarante ans après la chute du chah, le bilan de la révolution islamique est pour le moins mitigé. La République islamique est en effet confrontée à une série de difficultés, à la fois internes et internationales. Son économie est en panne et le pays connaît une crise environnementale sans précédent. Sur le plan international et régional, du fait de ses choix et de son incapacité à se transformer, l'Iran demeure un État isolé. Face à un système politique figé, la société iranienne qui a connu des transformations considérables est pour le moins désabusée. En fin de compte, le régime se trouve aujourd'hui dans une impasse, dans laquelle il s'est lui-même enfermé, sans avoir les moyens d'en sortir.*

*«... comment un gouvernement, plus absolu que celui que la Révolution avait renversé, ressaisit alors et concentre tous les pouvoirs, supprime toutes ces libertés si chèrement payées, met à leur place leurs vaines images; appelant souveraineté du peuple les suffrages d'électeurs qui ne peuvent ni s'éclairer, ni se concerter, ni choisir...»*

Alexis de Tocqueville,  
*L'Ancien Régime et la Révolution* (1856)

\* Quarante ans après la chute du chah, la République islamique demeure égale à elle-même : la Constitution promulguée en décembre 1979, fondée sur le concept du *velayat faghih* (la tutelle du juriste théologien), qui donne au Guide un pouvoir absolu, est

toujours en place. Les élites actuelles sont pour la plupart issues des rangs des jeunes révolutionnaires d'antan, comme le guide Ali Khamenei lui-même ou le président Hassan Rohani. En matière de politique extérieure, la direction inaugurée le 4 novembre 1979, avec l'occupation de l'ambassade américaine et la prise en otage de son personnel, reste toujours valable<sup>2</sup>.

Si le cadre politique et institutionnel apparaît figé, la société iranienne a quant à elle considérablement évolué. De plus en plus instruite et connectée, elle est rétive aux limites qu'on lui impose. Au moment où le fossé entre

<sup>2</sup> Mohammad-Reza Djalili, *Diplomatie islamique. Stratégie internationale du khomeynisme*, Institut universitaire de hautes études internationales-Presses universitaires de France, Genève, Paris, 1989.

<sup>1</sup> Leur dernier ouvrage : *L'Iran en 100 questions*, coll. « Texto », éditions Tallandier, Paris, 2018.



Au pied du Si-o-se Pol (« pont aux trente-trois arches »), l'un des célèbres ponts d'Ispahan, le lit de la rivière Zayandeh Roud, « la rivière qui donne la vie », est à sec depuis plusieurs années.

le régime et la société se creuse, l'isolement du pays, que l'on espérait voir s'atténuer après l'accord international de Vienne sur le nucléaire signé le 14 juillet 2015, reste d'actualité en raison de la politique de l'administration Trump. Quoi qu'il en soit, la révolution islamique a laissé son empreinte sur l'Iran et son environnement régional. Il convient d'en examiner quelques aspects importants.

## Une économie en panne

L'économie iranienne est actuellement confrontée à son plus grave défi depuis quarante ans de l'aveu même du président Rohani. Des dizaines d'entreprises internationales ont quitté l'Iran. Ses exportations pétrolières ne représentent plus, en mai 2019, qu'un cinquième des 2,5 millions de barils par jour qu'il exportait en avril 2018, un mois avant que le président Donald Trump ne retire les États-Unis de l'accord sur le nucléaire<sup>3</sup>. Le Centre de recherche du *Majles* (Parlement iranien) avait publié dès septembre 2018 des prévisions sombres concernant le taux de crois-

sance de l'économie nationale pour cette année (mars 2019-mars 2020). Elle était estimée entre moins 3,8 % et moins 5,5 %<sup>4</sup>. En réalité, le produit intérieur brut (PIB) réel iranien a chuté de 3,9 % en 2018 et devrait se contracter de 6 % supplémentaires en 2019 selon le Fonds monétaire international (FMI)<sup>5</sup>. La monnaie, le rial, a perdu plus de 60 % de sa valeur en 2018, perturbant le commerce extérieur de l'Iran et stimulant l'inflation annuelle. Cette dernière a grimpé en flèche et atteindra en 2019 près de 40 % sur une base annuelle selon le FMI<sup>6</sup>.

Cette faiblesse de l'économie ne s'explique pas seulement par le retrait des États-Unis de l'accord nucléaire de Vienne en mai 2018 et par l'imposition des sanctions américaines. L'ampleur des difficultés résulte aussi de mauvaises décisions prises par le pouvoir et

<sup>4</sup> « Forecast says sharp drop in Iran's economic growth rate », Radio Farda, 2 septembre 2018.

<sup>5</sup> International Monetary Fund, « Islamic Republic of Iran » ([www.imf.org/en/Countries/IRN](http://www.imf.org/en/Countries/IRN)).

<sup>6</sup> Davide Barbucchia, « Iran inflation could reach 40 percent this year as economy shrinks further – IMF », Reuters, 29 avril 2019.

de déficiences structurelles<sup>7</sup>. L'Iran a depuis la révolution une économie très étatisée, contrôlée par des groupes liés au pouvoir. Malgré une certaine diversification, cette économie reste tributaire des ressources naturelles – surtout du pétrole – qui représentaient 53 % de ses exportations totales en 2016. Les recettes pétrolières fournissent environ la moitié du budget du gouvernement et alimentent le Fonds national de développement de l'Iran (NDFI) qui promeut la diversification de l'économie. Une tâche loin d'être achevée.

L'Iran exporte certes plus de produits non pétroliers que la moyenne des pays du Moyen-Orient, mais ces produits restent pour la plupart liés au secteur pétrolier. Il fait du commerce avec peu de pays. Depuis la fin de la guerre contre l'Irak en 1988, la croissance de son économie a atteint en moyenne 4,7 % par an<sup>8</sup>, ce qui est loin de compenser la récession de la période de guerre.

Le PIB réel par habitant n'a jamais retrouvé son niveau d'avant la révolution<sup>9</sup>. En 1976, même si de fortes inégalités sociales existaient, il atteignait 64 % de la moyenne des douze pays d'Europe occidentale<sup>10</sup>. En 2017, il n'arrivait qu'à 40,86 % du revenu moyen par habitant (en PPA) des Vingt-Huit de l'Union européenne. Ce niveau plaçait l'Iran au 89<sup>e</sup> rang mondial en termes de richesse par habitant, derrière la Turquie (77<sup>e</sup> rang mondial) et la Corée du Sud (46<sup>e</sup>), deux pays avec lesquels il est souvent comparé, car leur niveau de développement était proche dans les années 1960<sup>11</sup>.

<sup>7</sup> Djavad Salehi-Isfahani, « Yes, Iran's economy is suffering – But it's not all about the U.S. », *Foreign Affairs*, Snapshot, 25 septembre 2018 ; Naysan Rafati et Ali Vaez, « Europe tests the boundaries on Iran », *Foreign Affairs*, Snapshot, 4 février 2019.

<sup>8</sup> Jahangir Amuzegar, *The Islamic Republic of Iran : Reflections on an Emerging Economy*, Routledge, Abingdon, Oxon, New York, 2014, p. 19.

<sup>9</sup> Comme le font remarquer Mahdi Ghodsi, Vasily Astrov, Richard Grieveson et Robert Stehrer, « The Iranian Economy: Challenges and Opportunities », *Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche, Research Report*, n° 429, juillet 2018.

<sup>10</sup> Hadi Salehi Esfahani et M. Hashem Pesaran, « The Iranian Economy in the Twentieth Century: A Global Perspective », *Iranian Studies*, vol. 42, n° 2, avril 2009, p. 177-211.

<sup>11</sup> « Country Comparison, GDP – Per Capita (PPP) », dans *The World Factbook 2018*, Central Intelligence Agency, Washington DC, 2019 ([www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/211rank.html#IR](http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/211rank.html#IR)).

Plusieurs facteurs expliquent cette détérioration. La production pétrolière n'est jamais revenue à son niveau d'avant 1978. La politique nataliste de l'ayatollah Khomeyni durant les années 1980 a entraîné une croissance démographique très forte. L'économie a aussi été déstabilisée par les sanctions que Washington a adoptées pour répondre à la prise d'otages du personnel de son ambassade en 1979.

Manquant d'expertise économique et isolées de la communauté internationale par ces sanctions, les autorités ont mal géré les ressources du pays par le biais de grandes entreprises d'État. Malgré le lancement d'une politique de privatisation à partir de 2006, l'activité du secteur privé reste modeste, se limitant généralement aux petits ateliers, à l'agriculture et aux services.

Les contrôles administratifs et la corruption généralisée sapent en outre le potentiel d'une croissance tirée par ce secteur. Selon le *Corruption Perceptions Index 2018*, publié par l'ONG Transparency International, l'Iran se classe au 138<sup>e</sup> rang mondial sur 180 États<sup>12</sup>. On peut se faire une idée de l'omniprésence de cette corruption à travers le film de Mohammad Rasoulof, *Un homme intègre*, sorti en 2017. De larges pans de l'économie sont aussi contrôlés par des individus et des groupes liés au pouvoir, notamment les Gardiens de la révolution islamique (*pasdaran*) et les *bonyads* (fondations caritatives), qui l'exploitent et pèsent aussi sur les activités du secteur privé et sur les investisseurs étrangers potentiels. Le *Classement de la Banque mondiale pour la facilité de faire des affaires* (2017) situe l'Iran à la 128<sup>e</sup> place sur 190 pays et au 14<sup>e</sup> rang sur les 20 pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient<sup>13</sup>.

Enfin, en dépit du discours du régime sur la justice sociale et les efforts qu'il a entrepris en la matière, la pauvreté et les inégalités n'ont pas disparu. Si la pauvreté absolue a été en grande partie éradiquée, la pauvreté relative n'a pas été surmontée depuis 1979. Sa féminisation est inquiétante, puisque environ deux tiers

<sup>12</sup> *Corruption Perceptions Index 2018* ([www.transparency.org/cpi2018](http://www.transparency.org/cpi2018)).

<sup>13</sup> *Rankings & Ease of Doing Business Score* ([www.doingbusiness.org/en/rankings?region=middle-east-and-north-africa](http://www.doingbusiness.org/en/rankings?region=middle-east-and-north-africa)).

des pauvres sont des femmes<sup>14</sup>. L'Iran a l'un des taux de participation des femmes à la vie active parmi les plus faibles au monde, malgré le fait qu'elles représentent plus de 60 % des diplômés universitaires.

Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) s'établit pour sa part à 28,3 % (juin 2018)<sup>15</sup>, un pourcentage élevé par rapport à la moyenne régionale. Face au manque de perspectives, de nombreux diplômés émigrent. L'Iran détient le taux le plus élevé de fuite des cerveaux parmi 91 pays analysés par le FMI. Chaque année, de 150 000 à 180 000 diplômés quittent le pays, ce qui équivaldrait à une perte financière de 150 milliards de dollars.

## Une situation environnementale détériorée

L'Iran connaît une grave crise environnementale. À l'origine de cette situation, les conséquences du changement climatique<sup>16</sup> et la pression démographique, mais aussi la gestion calamiteuse de l'environnement depuis la révolution de 1979. Au peu d'empressement des autorités à reconnaître l'ampleur du phénomène s'ajoutent les faibles moyens qu'elles y consacrent. Ainsi, pour l'année iranienne (mars 2019-mars 2020), le budget prévu pour la lutte contre la dégradation de l'environnement est treize fois inférieur à celui consacré à la propagande et aux institutions religieuses<sup>17</sup>.

<sup>14</sup> Nadereh Chamlou, « Iran's economic performance since the 1979 revolution », *IranSource*, Atlantic Council, 1<sup>er</sup> février 2019 ([www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource](http://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource)).

<sup>15</sup> World Bank, « Islamic Republic of Iran: Overview », 11 octobre 2018 ([www.worldbank.org/en/country/iran/overview](http://www.worldbank.org/en/country/iran/overview)).

<sup>16</sup> Environ 65 % du territoire iranien est considéré comme aride ou hyper-aride et environ 20 % comme semi-aride. Or, le climat global du pays s'est encore dégradé entre 1967 et 2014, avec notamment une hausse de la température et de la sécheresse. Environ 40 % des terres du pays sont devenues encore plus sèches si on suit l'étude de Abdol Rassoul Zarei et Masoud Masoudi, « Trend Assessment of Climate Changes in Iran », *EQA Environmental quality/Qualité de l'Environnement/Qualità ambientale*, n° 34, 2019, p. 1-16. Voir les nombreux défis environnementaux du pays dans Morad Tahbaz, « Environmental Challenges in Today's Iran », *Iranian Studies*, vol. 49, n° 6, 2016, p. 943-961.

<sup>17</sup> BBC Persian, 30 décembre 2018.

Ce dédain chronique pour l'environnement se complète d'une vision du développement du pays fondée sur des considérations idéologiques ou clientélistes, loin de la réalité du terrain. Ainsi, après la guerre contre l'Irak, un plan de reconstruction nationale, visant notamment à assurer l'autosuffisance alimentaire, a été lancé par le gouvernement. Il nécessitait une consommation d'eau accrue dans le secteur agricole, et ce dans un pays marqué par l'aridité. Or, le programme de construction de barrages et de digues a été lancé sans recours aux experts, ni études préalables, et sans en mesurer les impacts sur l'environnement. Parallèlement, les forages de puits se sont multipliés avec pour résultat un épuisement rapide des nappes phréatiques.

Certains cours d'eau ont été détournés d'une région à l'autre. C'est le cas du Zayandeh-Roud, « la rivière qui donne la vie », qui irriguait les champs d'un million de paysans et contribuait aussi à la beauté d'Ispahan, la plus belle des villes iraniennes. Ses eaux sont désormais captées pour approvisionner Yazd et sa région, chers aux présidents Hachemi Rafsanjani (1989-1997) et Mohammad Khatami (1997-2005).

Les conséquences de la surexploitation et de la mauvaise gestion de l'eau sont aujourd'hui sévères : assèchement de la majorité des lacs du pays, réduction du débit des fleuves et rivières, augmentation des difficultés d'accès à l'eau potable. Quarante-six pour cent de la population n'y a désormais pas facilement accès. Selon un rapport du Centre de recherche du *Majles* (Parlement) ce sont 80 % des Iraniens qui pourraient à très court terme – deux ans – être confrontés à ce problème<sup>18</sup>.

À cela s'ajoute la pollution des cours d'eau par les rejets industriels et d'eaux usées, les pollutions pétrolières et chimiques dans le golfe Persique et la mer Caspienne et la pollution atmosphérique, en particulier dans les zones urbaines. Téhéran est, après Le Caire, la mégalopole la plus polluée du Moyen-Orient. Déforestation, surpâturage, dégradation des

<sup>18</sup> Behnam Gholipour, « Iran Parliament research: Worst water disaster in two years », *IranWire*, 25 janvier 2019 (<https://iranwire.com/en/features/5801>).

sols, salinisation des ressources en eau, perte de biodiversité et désertification constituent autant d'autres défis. La mauvaise gestion de l'environnement a aussi contribué à aggraver les inondations de mars-avril 2019. Catastrophiques, elles ont affecté 16,3 millions de personnes – faisant au moins 500 000 déplacées – dans 28 des 31 provinces du pays<sup>19</sup>. Ainsi, dans la province du Golestan, la principale raison des inondations est, selon le professeur Namdar Baghaei-Yazdi, la déforestation, qui « invite aux inondations, car il n'y a pas de barrière pour empêcher d'énormes quantités d'eau de traverser le paysage »<sup>20</sup>.

Les autorités sont désormais contraintes d'admettre la gravité de la situation environnementale, tout en réprimant les militants écologistes. Début 2018, neuf d'entre eux ont été arrêtés dont l'un, selon la version officielle, s'est suicidé en prison<sup>21</sup>. Leur procès pour « espionnage » a débuté fin janvier 2019. Depuis, d'autres militants écologistes ont été arrêtés dans la province du Kurdistan en janvier et février 2019<sup>22</sup>.

## Un État isolé

En dépit de sa rhétorique, le régime iranien est isolé sur la scène mondiale. Il n'a aucun allié important. La Russie et la Chine, qui partagent avec lui certains intérêts, se considèrent davantage comme des partenaires que comme des alliés de Téhéran. La relation est asymétrique, les deux pays tirant profit de la faiblesse iranienne. Ni Pékin ni Moscou ne jouissent d'une image très favorable au sein de l'opinion publique iranienne. Les relations du pays avec son voisinage se sont aussi dégradées à quelques exceptions près. Son influence au-delà de son périmètre immédiat est limitée, sauf au Levant (Syrie, Liban et Gaza).

<sup>19</sup> Chiffres tirés de « Iran: Floods wrap-up March-April », Emergency Response Coordination Centre (ERCC) – DG ECHO, 15 mai 2019 ([https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ECDM\\_20190515\\_Iran\\_Floods\\_wrap-up.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ECDM_20190515_Iran_Floods_wrap-up.pdf)).

<sup>20</sup> Cité dans Natasha Phillips, « Iran's handling of recent floods condemned by environmentalists », *Kayan Life*, 29 mars 2019.

<sup>21</sup> Kaveh Madani, « The environment was once a safe space for activism in Iran: No longer », *The Guardian*, 28 février 2019.

<sup>22</sup> « 12 Conservationists detained without counsel in Iran's Kurdistan Province », *Payvand News*, 19 avril 2019.

Il convient certes de reconnaître à la République islamique une capacité manœuvrière. Les interventions américaines en Afghanistan après 2001 et en Irak après 2003 lui ont ainsi permis d'étendre son influence chez ses deux voisins. De même, les printemps arabes, à partir de 2011, et les divisions interarabes qui s'ensuivirent lui ont offert des nouvelles opportunités. Toutefois, ces situations s'appuient davantage sur les circonstances, les échecs ou les erreurs d'autres acteurs que sur ses capacités propres.

En fait, l'orientation initialement impulsée après la révolution à la politique étrangère constitue le plus important obstacle au rayonnement de l'Iran. Depuis la révolution islamique, des rapports normaux n'ont jamais pu être rétablis avec les États-Unis. Les deux pays ont manqué de multiples occasions de renouer. Les responsabilités sont partagées, puisque l'on trouve des opposants virulents à tout rapprochement de part et d'autre.

Sur le fond cependant, le régime iranien n'a jamais réussi à se départir de l'orientation anti-américaine initiale de la révolution islamique. L'anti-américanisme demeure au cœur de l'idéologie du régime. Y renoncer signifierait se transformer radicalement. Aucun dirigeant iranien n'a osé franchir ce pas malgré les effets extrêmement préjudiciables pour les intérêts iraniens – notamment économiques – que ce positionnement a occasionnés depuis quarante ans.

Après les espoirs suscités sous la présidence Obama par la signature de l'accord sur le nucléaire, les relations sont désormais entrées dans une phase de tensions. Une nouvelle fois les responsabilités pèsent sur les deux camps. Après la signature de cet accord, la poursuite par Téhéran de sa politique régionale et de son programme balistique ont inquiété Washington et ses alliés régionaux. De son côté, l'administration Trump, en dénonçant cet accord, en rétablissant des sanctions économiques de plus en plus étendues, en lançant une campagne de « pression maximale » sur Téhéran et finalement en renforçant la présence militaire américaine dans le golfe Persique en mai 2019, a considérablement détérioré la situation. Les frictions bilatérales se

## Iran : quelques indicateurs statistiques \*

**Superficie** : 1 648 000 km<sup>2</sup>

**Population** : 81,16 millions d'habitants

**Densité** : 49,83 habitants/km<sup>2</sup>

**Composition de la population** : Persans (61 %), Azéris (16 %), Kurdes (10 %), Lors (6 %), Baloutches (2 %); Turkmènes (2 %), Arabes (1 %) et autres (1 %)

**Religion(s)** : musulmans chiites (89 %), musulmans sunnites (10 %) et bahais, chrétiens, zoroastriens, juifs (1 % restant)

**Langue officielle** : persan

**Taux de croissance démographique** : 1,24 % par an (2016)

**Taux de natalité** : 15,92 ‰

**Taux de mortalité infantile** : 12,80 ‰

**Taux de mortalité** : 4,49 ‰

**Nombre d'enfants par femme** : 1,64

**Espérance de vie moyenne** : 76,15 années

**Monnaie** : rial iranien (IRR); 1 euro = 47 304,17 rials (au 13 mai 2019)

**Indice de Gini** : 0,40 (24<sup>e</sup> rang mondial) (2016)

**Indice de développement humain** : 0,707 (88<sup>e</sup> rang mondial)

**PIB total** : 454,01 milliards de dollars

**Part de l'industrie dans le PIB** : 37,6 % (2016)

**Part de l'agriculture dans le PIB** : 11,3 % (2016)

**Part des services dans le PIB** : 51 % (2016)

**Taux de chômage** : 11,6 % selon les sources iraniennes; environ 30 % selon le FMI (2016)

**Taux d'inflation** : 8,9 % (2016-2017)

**Solde budgétaire** : - 2,8 % (2016)

**Pétrole** :

– production : 3,8 millions de barils/jour

– exportations : 2,1 millions de barils/jour

**Principaux partenaires commerciaux** : Chine, Inde, Émirats arabes unis, Turquie, Irak, Corée du Sud, Japon, Union européenne

**Taux d'alphabétisation moyen (19-40 ans)** : 93 % (2016)

**Taux brut d'inscription dans l'enseignement supérieur** : 68,85 % (2016)

**Part de téléphones mobiles dans la population** : 107,25 %

**Part de la population utilisant Internet** : 60,42 %

\* Chiffres de 2017 sauf indication contraire.

Sources : World Development Indicators; Banque mondiale; FMI; Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères; International Telecommunication Union.

sont intensifiées et le risque de confrontation, délibérée ou accidentelle, ne peut être exclu<sup>23</sup>.

Même si les autres signataires souhaitent maintenir l'accord, ce qui a amené la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni à établir le 31 janvier 2019 un instrument européen de commerce avec l'Iran, l'INSTEX (*Instrument in Support of Trade Exchanges* – Instrument de soutien aux transactions commerciales), il n'en demeure pas moins que les choix de Washington créent une très forte incertitude. Téhéran dispose d'options limitées pour répondre à ce défi. Dans ce contexte, l'annonce faite par le président Rohani, en mai 2019 selon laquelle l'Iran allait reprendre une partie de son programme nucléaire<sup>24</sup> a été

interprété comme un appel à l'aide aux pays restant dans l'accord pour isoler diplomatiquement les États-Unis et contourner leurs sanctions. Mais ce calcul semble au contraire plutôt miner la confiance dans le gouvernement iranien des autres puissances internationales partisans du maintien de l'accord<sup>25</sup>.

La République islamique n'a pas non plus renoncé à ses ambitions révolutionnaires. L'idée d'exporter la révolution dans le monde musulman est restée présente, même si, à certains moments, Téhéran a su se montrer pragmatique pour des raisons tactiques. Cette ambiguïté a rendu difficile la normalisation des rapports avec son voisinage, notamment arabe.

Les printemps arabes ont entraîné une crise régionale aiguë qui oppose dorénavant l'Iran à

<sup>23</sup> Voir « An introduction to Crisis Group's Iran-U.S. Trigger List », Crisis Group, 14 décembre 2017 ([www.crisisgroup.org/global/introduction-iran-us-trigger-list](http://www.crisisgroup.org/global/introduction-iran-us-trigger-list)).

<sup>24</sup> « Iran threatens to resume high-level uranium enrichment amid U.S. sanctions », *RFE/RL*, 8 mai 2019.

<sup>25</sup> Anchor Vohra, « Iran is scaring off its friends, too », *Foreign Policy*, 17 mai 2019.

ses voisins du golfe Persique – principalement l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis –, du fait de ses implications sur divers théâtres – Irak, Syrie, Liban, Bahreïn, Yémen... Depuis 2011, Téhéran a déployé une politique extérieure plus offensive, avec pour résultat un élargissement de sa présence militaire directe ou par alliés et bras armés interposés, de l'Irak au Liban. Mais ce développement, dépeint aux Iraniens comme une avancée majeure, a dégradé l'image du pays<sup>26</sup>, élargi les fractures confessionnelles et inquiété un grand nombre de régimes sunnites du Moyen-Orient et au-delà, sans compter Israël, les Européens et les États-Unis.

Les inquiétudes communes ont en outre favorisé des rapprochements inédits, comme entre Tel Aviv et Riyad, ou l'essor de liens entre l'Arabie saoudite et des voisins de l'Iran comme l'Azerbaïdjan, le Pakistan et même l'Afghanistan et le Tadjikistan, pourtant persanophones.

La pérennité de la présence de Téhéran en Syrie, malgré les sacrifices financiers et humains consentis, est loin d'être assurée. La Russie conserve des priorités différentes des siennes<sup>27</sup>. Moscou pourrait à un moment donné troquer un compromis sur la Syrie avec les Occidentaux et leurs alliés arabes contre une réduction de la présence iranienne. Même les relations avec un Irak réputé proche sont ambiguës. L'opinion irakienne et de nombreux politiciens locaux sont mécontents de l'influence de Téhéran dans leur pays.

La politique étrangère iranienne au Moyen-Orient alimente ainsi à la fois la crise internationale avec Washington et la crise régionale. Il convient d'ajouter que ces engagements extérieurs sont coûteux et, partant, impopulaires à l'intérieur du pays. L'opinion publique iranienne préférerait voir ces ressources contribuer à l'amélioration de la situation économique, à son bien-être ou à la protection de l'environnement.

<sup>26</sup> 64 % des Arabes ont désormais une perception négative de la politique arabe de l'Iran. Source: Arab Center for Research and Policy Studies, *2017-2018 Arab Opinion Index: Executive Summary*, 10 juillet 2018 (<http://arabcenterdc.org/survey/2017-2018-arab-opinion-index-executive-summary>).

<sup>27</sup> Maxim A. Suchkov, « Tehran, Moscow differ on Syria, but share interests elsewhere », *Al-Monitor*, 31 janvier 2019.

## Une société désespérée

En dehors de nombreux problèmes sociaux, ce qui caractérise de nos jours la société iranienne est essentiellement sa perte de confiance dans l'avenir. En 2009, le Mouvement vert, rapidement écrasé, avait semblé ouvrir quelques perspectives de changement. L'élection en 2013 de Hassan Rohani, promettant la modération et une amélioration économique, avait engendré l'espoir, et la signature de l'accord sur le nucléaire de 2015 occasionné une euphorie dans l'opinion publique.

Mais le climat a changé avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2017. Le second mandat de H. Rohani a débuté en août 2017 dans un contexte difficile, Washington adoptant une série de sanctions en raison du programme balistique iranien et du soutien de Téhéran au Hezbollah. La décision américaine a fait fuir les éventuels investisseurs étrangers tout en amplifiant l'hostilité des conservateurs à la politique d'ouverture de H. Rohani.

La population, qui espérait une amélioration rapide de la situation économique, doit déchanter. Le 27 décembre 2017 ont éclaté à Machhad, deuxième ville la plus peuplée, située au nord-ouest du pays et bastion des conservateurs, des manifestations de protestation contre H. Rohani qui s'étendirent rapidement à une centaine de villes. La grogne économique et sociale se transforma en revendications politiques avec des slogans contre le régime, les *pasdaran*, la « dictature » du Guide, la corruption des mollahs et même à la gloire de la dynastie des Pahlavi.

La réaction du pouvoir fut violente : des milliers d'arrestations, plus d'une vingtaine de tués. Si Hassan Rohani déclara comprendre les raisons du mécontentement populaire, le guide Ali Khamenei, comme à son habitude, accusa les « ennemis » du régime de fomenter les troubles. La révolte fut mâtée en une semaine, mais la contestation perdura toute l'année 2018, sous forme de grèves des ouvriers, des enseignants, des chauffeurs de camions, des agriculteurs, du bazar, des femmes, contre la perte de pouvoir d'achat, le manque d'eau, la pollution de l'air et les injustices sociales.



Érigé en destination touristique à la mode au lendemain de la signature de l'accord sur le nucléaire de 2015, l'Iran a vu le nombre de ses visiteurs étrangers lourdement chuter en 2018 et 2019, le retrait unilatéral des États-Unis du processus diplomatique frappant de plein fouet le secteur du tourisme. Ici la mosquée Vakil de Shiraz, dans le sud du pays.

Depuis, le retrait officiel de Washington de l'accord sur le nucléaire et l'imposition de nouvelles sanctions sur le secteur pétrolier et d'autres productions ont encore compliqué la tâche des autorités. Les événements de 2018, ajoutés aux frustrations accumulées depuis des années, expliquent sans doute la perte de confiance actuelle des Iraniens dans l'ensemble du système politique, sans distinction entre les courants conservateur, réformateur ou modéré.

Face aux multiples défis auxquels la République islamique est aujourd'hui confrontée, que peut faire le pouvoir ? Une seule possibilité réelle existe : réformer de fond en comble le système en entreprenant des transformations structurelles dans tous les domaines – politique, économique, social, écologique, en matière de politique étrangère, etc.

Mais cette option paraît illusoire pour deux raisons. D'abord, au cours des quarante dernières années, des tentatives de réformes économiques et politiques sont déjà intervenues sous différents présidents, surtout sous Mohammad Khatami, entre 1997 et 2005. Elles ont toutes échoué, se heurtant aux intérêts acquis mais aussi aux pouvoirs du Guide suprême, du Conseil des Gardiens, du système judiciaire et à bien d'autres structures instituées par la Constitution pour empêcher toute transformation remettant en cause la nature théocratique du régime.

Les autorités sont aussi conscientes, en évoquant parfois l'exemple des réformes gorbatchéviennes en URSS menées à la fin des années 1980, que des changements réels auraient pour conséquence l'effondrement de tout l'édifice mis en place par l'ayatollah Khomeyni<sup>28</sup>. Le régime se trouve donc aujourd'hui dans une impasse, dans laquelle il s'est lui-même enfermé, sans avoir les moyens d'en sortir. ■

<sup>28</sup> À propos des tentatives réformistes voir Mohammad-Reza Djalili, *Iran. L'illusion réformiste*, Presses de Sciences Po, Paris, 2001.